

CASSE SOCIALE CHEZ PSA



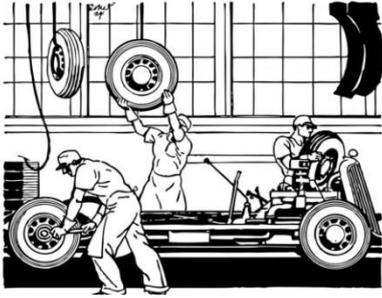
Parce que la CFDT est opposée à la suppression annoncée et massive chez PSA de près de 6800 emplois en Europe dont 4300 en France, elle se mobilise le 15 novembre.

Journée d'action syndicale CFDT des 11H30 à Paris Grande Armée, à l'occasion du CCE.

Pour la CFDT, il n'y a pas d'avenir sans industrie

Les 3/4 des échanges mondiaux portent sur des biens industriels, un pays qui n'est pas compétitif, c'est-à-dire qui n'est pas capable de vendre les biens demandés sur le marché international, est incapable de faire face à ses difficultés (dettes, déficits). Il est légitime pour PSA de se développer dans les pays émergents **mais ceci ne justifie pas une politique de désindustrialisation de nos bassins d'emplois.**

Votre avis nous intéresse, contactez la CFDT



L'industrie reste le moteur du développement et de l'emploi selon une étude récente. 1 emploi industriel engendre 1 emploi chez un sous traitant et 2 emplois dans les activités tertiaires (afin répondre au besoin des entreprises et des familles). Pour espérer maintenir notre niveau de vie et créer de nouveaux emplois en nombre suffisant, l'économie française a besoin d'une industrie

plus forte... Nos constructeurs automobiles et notamment **PSA doivent s'engager en faveur du maintien de l'emploi.**

Nos voisins allemands avec la même monnaie, les mêmes salaires et souvent positionnés dans les mêmes secteurs (exemple V.A.G pour l'automobile), arrivent à produire en Allemagne, à conforter leur place de leader en Europe tout en s'assurant de confortable marge. L'industrie représente 29% de la valeur ajoutée en Allemagne contre à peine 13% en France. **LA CFDT considère qu'il faut ouvrir rapidement un débat national sur la compétitivité de l'industrie française.**

Le dialogue social doit retrouver sa place chez PSA.

Le succès indéniable de l'industrie allemande repose sur la solidité de son industrie et ses succès à l'exportation, notamment dans les pays émergents. Il s'explique aussi par la qualité du dialogue social et le « BETRIEBSRAT » (toutes sociétés de plus de 500 salariés sont dotées d'un conseil de surveillance (les représentants des salariés ont au moins 1/3 des sièges voir la moitié selon le niveau des effectifs). Ce conseil de "cogestion" valide les décisions stratégiques dans l'intérêt de des salariés, de l'entreprise et de la nation.



En France, nous sommes loin de ce modèle. La CFDT ne se satisfait pas de l'exemple donné par nos dirigeants. On ne peut pas s'octroyer de généreux bonus en 2010, rémunérer les actionnaires, Laisser fuir (volontairement ou non) des informations sur la fermeture de sites et annoncer dans la foulée des suppressions d'emplois. C'est un manque de respect vis-à-vis des salariés et de leurs représentants.

**Non aux SACRIFICES humains
pour faire plus de rentabilité**